

Miguel Kashal remet de l'ordre : plus de 500 entreprises sous-traitantes listées par la Commission paritaire ARSP - FEC

P. 12

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 789 du Vendredi 29 sept au dimanche 1^{er} oct 2023 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

Confusion autour de l'équipe de campagne de Félix Tshisekedi

P. 2

Crimes dans l'Est : le procureur de la CPI favorable à la création d'un tribunal international mixte en RDC

Les lampions se sont éteints sur la 78^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Présent au siège de l'organisation mondiale, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a émis le souhait de la création de tribunaux mixtes national et internationale sur les crimes commis dans l'Est de la République Démocratique du Congo depuis 30 ans.

Répondant aux questions des médias, Karim Khan a abordé la question du conflit au Soudan et celle des crimes commis au Darfour en 20 ans depuis le régime de l'ancien président Omar el-Béchir renversé par un coup d'Etat de l'armée le 11 avril 2019 et emprisonné.

P. 3



PARLONS-EN

Mort-née

ECONEWS

L'équipe de campagne du Président de la République à la présidentielle de décembre prochain que s'est proposée de diriger François Mwamba a fait flop. Elle n'aura tenu qu'une poignée d'heures, avant d'être renvoyée dans les tiroirs.

Pour celui qui coordonne le « Conseil présidentiel de veille stratégique », une sorte de think tank interne de la Présidence de la République, c'est un camouflet. Bien plus, c'est une erreur de casting qui va sûrement entamer son aura dans la cour présidentielle.

(Lire en page 2)

Tshisekedi entame la semaine prochaine « la première itinérance » du PDL-145 T

P. 3

La RDC contre Centurion : le CNPAV exige « la suspension du coordonnateur de l'APLC pendant la durée de l'enquête »

P. 4

Confusion autour de l'équipe de campagne de Félix Tshisekedi

A la veille de la tenue du congrès de l'Union sacrée de la Nation, annoncé pour ce dimanche 1^{er} octobre au Grand chapiteau du Palais du Peuple, au cours duquel la plateforme de la majorité présidentielle devrait, sans surprise, rendre officielle la candidature de l'actuel chef de l'Etat à sa réélection, une confusion règne au sein de l'UDPS d'une part, et de l'USN en général. Les uns et les autres s'empignent autour de la constitution de l'équipe

Tout est parti de la communication de François Mwamba Tshishimbi, coordonnateur du Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS), une structure logée à la Présidence de la République chargée de suivre et d'évaluer la mise œuvre par le gouvernement des engagements du Président de la République tels que stipulés dans le programme gouvernemental. Ce détail a son importance.

La liste de l'équipe de campagne version François Mwamba compte 11 membres dont trois (3) ministres en fonction (Intérieur, Finances, Numérique) et le Secrétaire général de l'UDPS notamment. Sa publication a soulevé un tollé général du fait qu'hormis trois (3) personnalités, les huit (8) restants sont tous ressortissants du Kasai, et particulièrement de la même ethnie que le chef de l'Etat. Nonobstant les compétences des uns et des autres que personne n'a d'ailleurs remis en question, la concentration des membres

d'une même ethnie dans la recherche de la réélection de Félix Tshisekedi en était gênante et passait mal dans l'opinion.

KABUYA AU CŒUR DE LA CONFUSION

C'est certainement à la lumière de la désapprobation générale que le secrétaire général de l'UDPS, Augustin Kabuya, a cru bon d'apporter son démenti sur son compte X (ex-Twitter) : «*Jusqu'ici, le PRO5 n'a pas encore dévoilé son équipe de campagne. Sauf qu'il y a eu une erreur de communication et de compréhension autour de ce dossier. La mise en place de cette équipe sera sanctionnée dans les jours à venir par une ordonnance présidentielle*».

Ici aussi, l'opinion n'a pas manqué d'exprimer son étonnement en apprenant que la nomination des membres de l'équipe de campagne du candidat d'un parti politique, un fait privé, soit

de campagne de Félix Tshisekedi. Un nuage de fumée dans lequel il est difficile de discerner le parti politique, un fait privé par excellence et l'institution Président de la République. En vingt-quatre heures, des déclarations contradictoires inondent la Toile, et laissent entrevoir l'ambiance délétère dans laquelle baigne la majorité, où la confiance est loin d'être de mise.

ECONOMES

«*sanctionnée*» par une ordonnance présidentielle. Augustin Kabuya a aussitôt fait de rétro-pédaler, mais le mal était fait.

C'est finalement Tina Salama, porte-parole adjointe du chef de l'Etat qui est venue à la rescousse et mettre un terme à la confusion des rôles, dans une tentative de remettre les uns et les autres à leur place, sans pour autant opérer une distinction nette entre les affaires strictement privées de l'UDPS et l'institution Président de la République. Laisant planer l'impression que les deux ne font qu'un :

«*Dans la perspective électorale et en attendant la publication officielle de l'équipe de campagne du chef de l'Etat, une commission stratégique est à pied d'œuvre, chargée de réfléchir sur la question*», a-t-elle écrit à son tour sur son compte X.

ET LES AUTRES ?

La liste de l'équipe de cam-

pagne telle que publiée par François Mwamba, même rejetée dans les prochaines heures, aura eu le mérite d'éclairer la face de l'opinion nationale dans laquelle estime l'UDPS tient ses alliés les plus en vue. Certains se sont étonnés de l'absence de Modeste Bahati (président du Sénat), de Christophe Mboso (président de l'Assemblée nationale), de représentants du MLC; ou d'autres alliés parmi les plus remuants qui, délaissant leurs charges officielles, sillonnent depuis de longs mois les provinces appelant bruyamment à la réélection de Félix Tshisekedi.

C'est aussi le signe que le parti présidentiel, assuré d'ores et déjà d'une «*confortable majorité*» dans la future assemblée nationale, n'aura que faire des alliés devenus encombrants. C'est aussi une façon de rappeler aux uns et autres que l'on n'a pas oublié leur rôle jadis dans la majorité présidentielle PPRD/FCC.

Présidentielle 2023 : Sama Lukonde lance «*Agissons et Bâtissons*» pour la victoire du Chef de l'Etat

Au cours d'une activité stratégique, organisée le jeudi 28 septembre 2023 à Kinshasa, le Regroupement politique «*Agissons et Bâtissons (AB)*», et son autorité morale, Jean-Michel Sama Lukonde, viennent d'investir Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo comme leur candidat à la présidentielle du 20 décembre prochain.

C'était aussi l'occasion pour ce regroupement politique de procéder à la présentation d'un côté, de ses organes, à savoir, la Conférence des présidents, le Présidium et le Secrétariat exécutif, et de l'autre, à l'installation de Dany Banza Maloba, président du parti politique «*Avenir du Congo (ACO)*», comme président en exercice de ce regroupement politique, membre de l'Union sacrée de la Nation.

Dans son discours de circonstance, Sama Lukonde est revenu sur les liens d'affinité et les valeurs qu'incarner le regroupement «*AB*».

«*La raison première, c'est une vision, une vision incarnée par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi. L'AB, à son tour, a choisi de se mettre derrière ce grand homme, d'accom-*



*pagner au sein de l'Union sacrée cette détermination de Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dont le vœu est de continuer son combat dans la lutte à la tête de la République Démocratique du Congo. C'est cela d'abord qui nous unit. La candidature de Son Excellence Monsieur le Président de la République à la magistrature suprême. Le deuxième lien, c'est l'affinité de vouloir cheminer ensemble en tant que regroupement avec des valeurs de solidarité, de discipline et valeur de service», a indiqué Sama Lukonde. Et d'ajouter : «*Cela nous permet, dès à présent,**

d'encore mieux nous organiser pour ce grand rendez-vous aussi bien attendu avec notre cheval de bataille son Excellence Monsieur le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et à côté des alliés que nous avons et qui sont d'ailleurs ici représentés. Alliés de l'Union sacrée de la Nation. Cheminer pour ce grand combat. Enfin, lui permettre d'atteindre les objectifs qu'il s'est assigné, ce deuxième mandat.

Avant de promettre : «*Nous allons nous organiser pour garantir notre participation au niveau des instances parlementaires et garantir notre ac-*

tion en tant que Gouvernement dans cette vision édictée par son Excellence Monsieur le Président de la République pour un Etat fort, solidaire et prospère. Le mot de ce jour, c'est simplement celui de saluer ce combat, ce combat qui est noble mais bien sûr de rappeler les valeurs qui nous unissent, valeur de solidarité, valeur de discipline, et valeur de service. Service de notre peuple, service de notre pays, la République Démocratique du Congo.

A cet effet, Jean-Michel Sama Lukonde, désormais autorité morale de «*AB*», a invité les membres de son regroupement à se galvaniser derrière Félix Tshisekedi. «*Je voudrais ici réaffirmer notre engagement dans ce combat et dans cette lutte. Je voudrais, encore une fois de plus, vous inviter à vous galvaniser derrière son Excellence Monsieur le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Chef de l'Etat et notre candidat*», a-t-il conclu.

A noter que l'objectif premier de «*Agissons et Bâtissons*» est d'offrir à Félix Tshisekedi un 2^e mandat présidentielle, en s'appuyant sur les dix partis politiques qui le composent.

Avec Celcom/Primature

PARLONS-EN Mort-née

(Suite de la Une)

Qu'importe !

Le plus important est que le Comité François Mwamba, composé de 11 personnalités, n'a tenu que l'espace d'un jour, avant de disparaître, comme un météore.

Que s'est-il donc passé pour que le secrétaire général de l'UDPS, Augustin Kabuya, présent mercredi aux côtés de François Mwamba le jour de présentation de ce Comité, se soit rétracté quelques heures plus tard renonçant totalement aux engagements convenus dans le cadre de ce Comité.

Pourquoi, sur son compte X (ex-twitter), le SG de l'UDPS a brusquement tourné le dos à François Mwamba, le même qu'il avait tenu compagnie quelques minutes auparavant. Il s'est certainement passé des choses entre l'annonce du Comité François Mwamba et la volte-face d'Augustin Kabuya suivi juste après par le tweet tout aussi réparateur de Tina Salama, porte-parole du Président de la République.

Que dire d'autre ? A tout prendre, l'annonce du Comité Mwamba n'a pas plu aux ténors de l'Union sacrée de la nation. En se passant des ténors de l'Union sacrée de la nation, François Mwamba a commis une grave erreur qui a fini par emporter son comité, le condamnant à une mort prématurée.

Tout est à refaire. L'Union sacrée de la nation, qui se réunit ce dimanche en congrès à Kinshasa, aura donc l'occasion de recadrer les choses pour que pareil incident ne se reproduise plus. A trois mois des élections de décembre prochain, l'Union sacrée de la nation a intérêt à garantir la cohésion de ses membres, gage de son succès électoral.

De ce point de vue, l'initiative de François Mwamba était véritablement un chevet dans la peau qui se prépare ce dimanche au Grand Chapiteau du Palais du Peuple.

Tshisekedi entame la semaine prochaine « la première itinérance » du PDL-145 T

Recevant mercredi à Bruxelles la diaspora congolaise, présente en Europe, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a promis d'entamer la semaine prochaine, dès son retour à Kinshasa, la « première itinérance » du PDL-145 T (Programme de développement à la base de 14 territoires). Parlant de la portée de ce programme dans sa

vision d'un Congo fort et prospère, le Chef de l'Etat a lancé : « Je commence une première itinérance la semaine prochaine pour voir où ça marche et où ça traîne encore pour essayer de booster ». Après New York et Bruxelles, le Chef de l'Etat a regagné Kinshasa jeudi dans la soirée.

ECONEWS

A l'issue de son séjour à Bruxelles (Belgique), le Président de la République, Félix Tshisekedi, a reçu des représentants de la diaspora congolaise venus de plusieurs pays d'Europe. Il a réitéré, à cette occasion, son message de mobilisation pour défendre la souveraineté de la RDC.

« Nous devons avoir un pays qui soit capable de prendre en charge sa propre sécurité parce que la raison principale de nos malheurs, ce sont nos richesses. Nous avons commencé un programme pour monter nos forces de défense et de sécurité en puissance », a dit le Chef de l'Etat.

Le Président Tshisekedi a fait le tour d'horizon de plusieurs projets en cours dans le pays dont le programme de développement local de 145 territoires : « Je commence une première itinérance la semaine prochaine pour voir où ça marche et où ça traîne encore pour essayer de booster. »

Futur candidat à la présidentielle pour un second quinquennat, le Chef de l'Etat a rappelé qu'il doit continuer son travail pour permettre à la RDC de retrouver la maîtrise de son destin. Le Président de République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a regagné le pays ce jeudi.



Le Président Félix Tshisekedi, jeudi à Bruxelles, devant la diaspora congolaise



Le Chef de l'Etat s'offre un bain de foule parmi les siens

Crimes dans l'Est : le procureur de la CPI favorable à la création d'un tribunal international mixte en RDC

M.M.F.

Les lampions se sont éteints sur la 78^{ème} session ordinaire de l'assemblée générale de l'ONU à New York. Présent au siège de l'organisation mondiale, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a émis le souhait de la création de tribunaux mixtes national et internationale sur les crimes commis dans l'Est de la République Démocratique du Congo depuis 30 ans.

Répondant aux questions des médias, Karim Khan a abordé la question du conflit au Soudan et celle des crimes commis au Darfour en 20 ans depuis le régime de l'ancien président Omar el-Béchir renversé par un coup d'Etat de l'armée le 11 avril



Karim Khan, procureur de la Cour pénale internationale (CPI)

2019 et emprisonné. A ce sujet, il a dit éprouver de la « honte » devant l'inaction de la communauté internationale. Abordant la question de

la crise sécuritaire dans l'Est de la République Démocratique du Congo, le procureur de la CPI a recommandé la création de tribunaux mixtes na-

tionaux et internationaux qui seraient compétents pour juger des individus et des chefs de guerre qui sèment la désolation depuis plus de trente ans.

Créés sur le modèle du tribunal spécial sur la Sierra Leone, ces juridictions ne relèveraient pas de la CPI.

« Je ne suis pas compétent pour créer ce type de tribunaux. Ce rôle revient aux Etats. Il faut amorcer un nouveau paradigme et crever l'abcès. Beaucoup de gens ont perdu confiance. Je veux mettre fin à cette érosion de la confiance et avancer », a-t-il notamment déclaré.

Karim Khan a rappelé qu'au cours de son premier séjour en RDC au début du mois de juin, il avait procédé à la signature avec le prési-

dent congolais Félix Tshisekedi d'un mémorandum d'entente renouvelant la coopération en faveur de la justice.

Il était convenu entre autres, d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie nationale de la RDC en matière de lutte contre les crimes internationaux graves au moyen des « affaires prioritaires » et de renforcer la capacité des institutions nationales chargées de l'établissement des responsabilités à apporter une réponse adéquate aux allégations de crimes internationaux.

Pour rappel, le 15 juin 2023, le gouvernement de la RDC avait demandé à la Cour d'ouvrir une enquête sur les crimes présumés relevant de la compétence de la CPI commis dans la province du Nord-Kivu depuis janvier 2022.

La RDC contre Centurion : le CNPAV exige « la suspension du coordonnateur de l'APLC pendant la durée de l'enquête »

L'affaire Centurion, du nom du cabinet sud-africain «Centurion Law Group» qui exige à la Cour arbitrale de Paris le paiement en sa faveur de la somme de 36 millions de dollars américains pour une prétendue intervention dans le dossier Glencore, a fini par alerter la Société civile. On se rappelle que pour ses activités illicites en RDC, le négociant suisse a accepté, aux termes d'un accord, accepté de payer à la RDC 180 millions USD au titre de réparation. Et c'est sur cette somme que le cabinet exige la rétrocession de 20%, soit 36 millions USD, prétextant avoir aidé la RDC à obtenir gain de cause. Ce que rejette catégoriquement le Gouvernement de la RDC. Depuis lors, l'affaire Centurion est en instruction au parquet près la Cour de cassation. Pour l'instant, tous les faisceaux d'accusation mettent en cause l'intervention imprévue du coordonnateur de l'APLC (Agence

de prévention et de lutte contre la corruption), un service spécialisé de la Présidence de la République, qui a engagé la République par une « lettre d'engagement » signée de commun accord avec le cabinet sud-africain. Comment en est-on arrivé là ? C'est l'énigme que tente de pénétrer le parquet près la Cour de cassation. Pour des raisons d'enquête, le Congo n'est pas à vendre (CNPAV), une Organisation de la Société civile, veut voir un peu plus clair sur ce qui se trame autour de 180 millions USD de Glencore. CNPAV s'interroge aussi sur l'engagement conclu par le coordonnateur de l'APLC avec le cabinet sud-africain. Pour faciliter le travail de la justice, CNPAV exige « la suspension du coordonnateur de l'APLC pendant la durée de l'enquête ». Intégralité de la déclaration de CNPAV.

Nouvelles pratiques opaques à l'APLC : le CNPAV exige la transparence totale dans le dossier des \$ 180 millions de Glencore

Le Congo n'est pas à vendre depuis l'opacité qui entoure depuis plus d'un an le dossier des \$ 180 millions de dollars que Glencore a versé à la République Démocratique du Congo, y compris l'interférence suspecte de l'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption. La coalition de lutte contre la corruption demande au gouvernement de publier une note complète détaillant tous les contours de la négociation de cette prime et de sa destination ultime.

UN RÈGLEMENT À L'AMIA-BLE DE 180 MILLIONS USD NON PUBLIÉ

Pour rappel, en décembre 2022, Glencore a annoncé un accord avec la République Démocratique du Congo pour verser 180 millions de dollars en compensation de l'abandon de poursuites pour des accusations de corruption la concernant. Selon une lettre de la ministre de Justice, cet accord aurait été négocié avec le concours du ministre de la Justice, d'experts de la CENAREF et de deux cabinets d'avocats non cités.

Le protocole d'accord transactionnel entre Glencore et la RDC n'a jamais été publié, malgré l'intérêt public notoire. En effet, par cet accord, le gouvernement a décidé de passer l'éponge sur plus d'une décennie de pratiques suspectes du géant minier et ce, sans avoir

mené une réelle enquête de fond sur celles-ci.

Pourtant, des enquêtes précédentes ont démontré que la RDC a connu un manque à gagner allant jusqu'à \$ 440 millions sur le pas de porte d'une des sociétés de Glencore au Congo. Par ailleurs, les estimations du CNPAV montrent que le pays a perdu plus d'un milliard supplémentaire suite aux contrats controversés entre les entreprises d'État congolaises et Dan Gertler, le partenaire de choix de Glencore pendant la quasi-totalité de la période couverte par l'accord à l'amiable. Ainsi, le CNPAV regrette que le gouvernement soit passé par une telle solution amiable plutôt que d'avoir constaté par une enquête rigoureuse les dégâts réels pour la République.

Par ailleurs, la destination des 180 millions de dollars américains n'a jamais été clarifiée. La lettre de la ministre de Justice indique en effet que plusieurs parties s'attendent à être rémunérées : « les Aviseurs, les experts du CENAREF, ceux du ministère de la Justice et les avocats. » Cette liste inclut plusieurs fonctionnaires publics, dont le métier est d'enquêter sur les crimes financiers et de promouvoir la justice au pays. Il convient de clarifier sur quelle base légale ceux-ci auraient le droit de collecter une partie du montant récupéré pour le compte de la

République, et à quel montant ces sommes s'élevaient.

L'INTERFÉRENCE DOU-TEUSE DE L'APLC

Plus grave encore, une société strictement privée réclame aujourd'hui \$ 36 millions sur les 180 millions américains versés par Glencore, et ce, en raison de manœuvres de l'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption (APLC).

ACCORD SECRET

En effet, selon une lettre du 21 juillet 2022, l'APLC aurait donné mandat au Centurion Law Group, une société sud-africaine, pour recueillir des informations concernant le scandale de corruption impliquant Glencore Energy UK limited et ses sociétés affiliées, et des fonctionnaires congolais selon l'aveu de culpabilité aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres pays.

En contrepartie, l'APLC se serait engagée à payer les honoraires de réussite sur toutes les sommes obtenues et/ou récupérées, pouvant aller jusqu'à 20 % si le montant récupéré était supérieur à 100 millions de dollars. Suite à cet accord, le Centurion Law Group a demandé par une lettre du 12 décembre 2022 dont copie avait été réservée au directeur de cabinet du Président de la République, qu'on lui paie sa rémunération de 36 millions de dollars américains.

Cet accord signé secrètement depuis 2022 n'a été révélé au grand public que suite à la parution de l'article de Africa Intelligence.

DÉFAUT DE MANDAT

Par ailleurs, la tâche de négocier un contrat revient exclusivement au gouvernement congolais et non à l'Agence de Prévention et de lutte contre la corruption (APLC), partant de sa mission. L'APLC devra fournir une procuration émanant du gouvernement démontrant que ce dernier l'invite à agir en son nom.

Au cas contraire, ce contrat doit être considéré comme nul et ne doit pas engager la population congolaise qui fait déjà face à plusieurs défis. En effet, il s'agirait alors d'une usurpation de qualité qui interroge sur les motivations de l'APLC et rappelle des sombres mémoires « l'Affaire access bank » qui avait déjà éclaboussé cette agence.

ABSENCE DE SANCTIONS À CE JOUR

Nous sommes également surpris de constater qu'à ce jour aucune mesure disciplinaire à l'encontre du coordonnateur de l'APLC n'a été prise par le cabinet du Président de la République, l'autorité de tutelle de l'APLC. Sans enquête, ni mesure disciplinaire, tout laisserait croire que le coordonnateur aurait agi de concert avec ses supérieurs hiérarchiques, en l'occurrence le direc-

teur de cabinet du Président de la République copié sur les correspondances avec Centurion.

Au regard de ce qui précède, le CNPAV suggère aux autorités exécutives et parlementaires du pays ce qui suit :

- La publication du protocole d'accord transactionnel de décembre 2022 entre Glencore et la République Démocratique du Congo ;
- La publication d'une note détaillant la destination des \$ 180 millions ainsi que le détail sur les rémunérations exceptionnelles éventuellement promises aux agents étatiques et acteurs privés impliqués dans la négociation ;
- L'ouverture d'une enquête judiciaire pour déterminer les responsabilités quant à la lettre d'engagement entre l'APLC et le Centurion Law Group ;
- La publication de la preuve, par l'APLC, du mandat obtenu par le gouvernement pour la signature de ladite lettre d'engagement ;
- à défaut d'une telle preuve, l'annulation dudit contrat pour défaut de qualité en matière d'engagement du gouvernement congolais ;
- La suspension du coordonnateur de l'APLC pendant la durée de l'enquête.

Contact presse : corruptiontuerdc@gmail.com
J-C. Mputu

Aussitôt à Kinshasa, Moïse Katumbi visite la famille éplorée de Chérubin Okende

Aussitôt arrivé jeudi à Kinshasa, après sa tournée dans la province du Kongo Central, Moïse Katumbi Chapwe, leader du parti politique Ensemble pour la République, a rendu visite à la famille de feu Chérubin Okende, dans la commune de la Gombe. Retrouvé sans vie, dans la nuit du 12 au 13 juillet 2023, à bord de son véhicule, abandonné sur la route des Poids Lourds, l'assassinat du député national et ancien ministre des Transports, reste toujours un mystère, alors que le comité mixte d'enquêtes tarde à livrer ses conclusions. Presque deux mois après cet assassinat, aucune date de son inhumation n'a encore été fixée. Arrêt sur images.



Jean-Claude Vuemba, grand notable du Kongo Central, accompagnant Moïse Katumbi à Kasangulu, frontière avec la ville de Kinshasa



Moïse Katumbi jeudi à la résidence de Chérubin Okende

Réorganisation du circuit artisanal du cobalt : l'EGC en atelier à Kinshasa

L'exploitation artisanale du cobalt en République Démocratique du Congo fait face à de nombreux défis en termes de responsabilité sociale et environnementale, mais aussi économique pour le développement du pays. Pour sa réorganisation, l'Entreprise Générale du Cobalt a réuni, à Kinshasa, des experts en atelier pour réfléchir sur les normes d'approvisionnement responsable de l'EGC (« Normes EGC ») et la validation du modèle opérationnel et du cadre normatif.

TIGHANA MASIALA

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a procédé, le jeudi 28 septembre 2023, au lancement officiel des travaux de l'atelier de validation du modèle et des normes d'approvisionnement responsable de l'Entreprise générale du Cobalt (EGC).

Cette cérémonie a eu lieu en la grande salle du centre d'événements Roméo golf, dans la commune de Gombe, à Kinshasa, et, en visioconférence depuis la grande salle Kampi Ya Boma de Kolwezi, dans la province du Lualaba, où se trouve le siège de l'EGC.

Il était question de réfléchir sur les normes d'approvisionnement responsable de l'EGC (« Normes EGC ») qui ont été développées et approuvées par le Comité Technique de l'EGC qui visent à respecter et s'aligner avec les lois de la République Démocratique du Congo ainsi que les standards comme déployés par l'ARECOMS, le Service d'Assistance et d'Encadrement du Small Scale Mining (SAEMAPE) et le Centre d'Expertise, d'Évaluation et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC).

Dans son mot d'ouverture, le Premier ministre Sama Lukonde s'est dit satisfait de procéder à l'ouverture de cet atelier qui marque une étape décisive de pansement de ces activités attendues dans le secteur de l'exploitation artisanale des minerais stratégiques de la République Démocratique du Congo.

Il a ensuite réaffirmé la détermination du Gouvernement de la République Démocratique du Congo à poursuivre résolument l'indispensable processus d'assainissement de la filière artisanale des minerais stratégiques dans la double perspective ci-après : il s'agit premièrement de réduire substantiellement les flux frauduleux échappant aux caisses de l'État en canalisant l'exploitation de toutes nos ressources minérales artisanales stratégiques à travers la démarche de formalisation

promise par l'EGC et dans l'impact, on ne peut plus en douter, de sauver essentielle pour consolider la position dominante de notre pays sur le marché mondial. D'autre part, ces efforts, entrepris par le Gouvernement de la République amènent inévitablement vers l'amélioration de sa politique de redistribution équitable des revenus étatiques générés par ce secteur, autant, en termes de valorisation d'emploi direct que d'amélioration des conditions des vies de nos communautés locales. Ce qui l'a amené à dire que son Gouvernement participe à la poursuite sans relâche de la réduction de la pauvreté des populations riveraines, des zones d'exploitation artisanale des ressources minières, thème bien au centre de la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

« C'est dans cette optique que le gouvernement s'était utilement doté d'un dispositif institutionnel, un cadre



Le Premier ministre Sama Lukonde ouvre les travaux

légal approprié pour matérialiser ces mesures avec, en toile de fond, la volonté d'absorber efficacement les menaces et bannissement récurrent sur la production congolaise des substances minérales stratégiques du pays », a précisé le Premier ministre.

Pour sa part, la ministre des Mines, Antoinette N'samba Kambay, s'est appuyée sur les défis dont fait face le secteur minier congolais. Elle a, par la même occasion, démontré l'opportunité de la formalisation du sec-

teur minier congolais.

Les travaux des experts ont été organisés en sept panels ci-après : la présentation du cadre opérationnel EGC et des normes d'approvisionnement responsable, les observations sur le cadre légal et normatif d'exploitation artisanale en RDC, les considérations sociales et éthiques, l'évaluation des programmes pilotes, les modèles juridiques d'exploitation artisanale, l'évaluation et atténuation des risques, la formation, devoirs de diligence et mécanismes de

traçabilité logistique et financières et les recommandations et plans d'actions de concertation.

Dans son mot de clôture des travaux, le directeur général de l'EGC, Eric Kalala, a fait un résumé sur les différentes observations et propositions des participants qui ont intervenu au cours de cette rencontre.

« Je pense que la présence ici et le soutien appuyé du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde ainsi que de la ministre des Mines, Antoinette N'samba Kalambay, démontrent toute la volonté du gouvernement et l'importance qu'il accorde à la formalisation de l'industrie artisanale en République Démocratique du Congo », a noté le DG de l'EGC.

« Au delà des motivations, les enjeux de cet atelier de présentation de validation du modèle opérationnel et du cadre normatif de l'Entreprise Générale du Cobalt était notamment celui d'explicitier cette attente qui est très importante pour la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, qui a décrit l'industrie de la mine artisanale comme une des industries majeures créatrice d'emplois sur lesquels espère toute la population congolaise pour une redistribution claire des richesses pour toutes couches sociales », a-t-il souligné.

Après validation des recommandations par tous les participants, un communiqué final sera publié dans lequel seront consignées toutes les recommandations finales pour le contrôle et la réglementation du circuit du cobalt congolais.



Les officiels, dont le Premier ministre Sama Lukonde, posent pour la postérité

Guerre en Ukraine : les Congolais divisés en trois camps antagoniques

Face à la guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale qui oppose, par l'Ukraine interposée, la puissance impérialiste et totalitaire russe aux puissances impérialistes et démocratiques occidentales, les RD-Congolais sont incroyablement divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques : Pro-Russie, pro-Occident et pro-

RDC ! Et pourtant, dans cette guerre des monstres les plus froids des monstres et des bourreaux les plus cruels des faibles toujours égocentriques, la place des RD-Congolais n'est ni derrière la Russie, ni derrière l'Occident, mais plutôt aux côtés de leurs compatriotes qui se battent, ici même, pour la survie de leur propres pays.

Au regard de la guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale que se livrent, par le biais de l'Ukraine, la Russie de Vladimir Poutine et l'Occident conduit par les Etats-Unis d'Amérique de Joe Biden, les RD-Congolais sont incroyablement divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques. Certains se réclament être des partisans de la Russie de Vladimir Poutine contre l'Occident. Certains autres se disent défendre l'Occident contre la Russie. Certains autres, enfin, refusant toute sorte de balkanisation de leur pays, se rangent catégoriquement derrière la RD-Congo de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo contre la Russie de Vladimir Poutine et l'Occident de Joe Biden. A travers les lignes qui suivent, nous tentons d'exposer et de décrire les arguments que chacun de ces trois camps avance pour justifier sa position.

GUERRE DES BOURREAUX

Cependant, deux observations s'imposent avant d'y arriver. Primo, ce que nous rapportons ici est le fruit, non pas d'une grande enquête sociologique concernant la guerre en Ukraine, mais plutôt des entretiens libres, individuels et collectifs, réalisés avec un certain nombre d'universitaires de diverses formations académiques et milieux socio-professionnels de Kinshasa. Et ce, par rapport à la guerre qui sévit dans l'Est de leur propre pays quasi-abandonné par la communauté internationale. Dans ce contexte, il nous est difficile de mesurer le degré exact des sentiments des participants à nos entretiens envers la Russie et l'Occident. Mais, nous dégageons avec aisance, à travers leurs propos, leurs penchants à l'égard de l'une ou de l'autre des deux entités géopolitiques.

Secundo, de l'avis général des experts des sociétés est-européennes post-soviétiques, tels que Hélène Carrière D'Encausse et Gilles Favarel-Garrigues, la guerre en Ukraine n'est pas foncièrement une guerre idéologique opposant la gauche marxiste-léniniste, socialiste, communiste et révolutionnaire à la droite libérale, capitaliste, conservatrice et réactionnaire. Comme c'était le cas durant la très longue guerre froide de 1945 à 1991. En effet, si l'Occident demeure fondamentalement libéral, capitaliste et démocratique, la Russie de Vladimir Poutine paraît avoir essentiellement rompu avec le marxisme-léninisme, le socialisme et le communisme de l'ère soviétique. Pour preuve, le parti communiste russe d'aujourd'hui, resté essentiellement orthodoxe, est le leader incontesté des farouches oppositions à ce régime foncièrement nationaliste et totalitaire du parti Russie Unie au pouvoir depuis 23 ans. D'ailleurs, ils qualifient généralement ce régime politique de « *super-présidentiel* », de « *de-*

mocratie dirigée », de « *militocratie libérale* » ou d'« *autocratie bureaucratique* ». Ils perçoivent la guerre en Ukraine comme l'expression violente des ambitions illimitées de son instigateur, Vladimir Poutine, l'irrésistible aspirant à l'hégémonie géopolitique mondiale, et de l'orgueil également démesuré des Occidentaux qui croient détenir, pour de bon, l'hégémonie géopolitique sur le monde entier. Il s'agit, en définitive, d'une guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale fondée sur les intérêts particuliers des Russes et des Occidentaux et non des RD-Congolais. Il s'agit donc de la guerre des bourreaux des faibles.

Ces deux importantes remarques soulignées et précisées, revenons maintenant aux trois différents camps hostiles dans lesquels s'inscrivent les RD-Congolais quant à la guerre en Ukraine par rapport à celle de l'Est de leur propre pays.

PARTISANS DE LA RUSSIE

Le premier groupe, le plus bruyant et le plus grouillant de tous, c'est celui des pro-Russie, mieux, des pro-Poutine. Car, il se constitue, en réalité, des fanatiques et autres inconditionnels de Vladimir Poutine qu'ils considèrent comme un héros intraitable. Et ce, pour deux raisons connexes. Primo, le président de la Fédération de Russie se pose en figure de proue de la farouche opposition à la domination unilatérale de l'Occident sur le monde entier et de la soumission à ce monde « *pourri, satanique et cupide* », selon ses propres mots. Il le démontre en défiant, par la guerre totale et impitoyable qu'il impose à l'Ukraine, les Etats-Unis d'Amérique et ses alliés de l'Union Européenne, les détenteurs exclusifs de l'hégémonie géopolitique mondiale et les soutiens indéfectibles de l'Ukraine contre sa Russie. Secundo, Vladimir Poutine fait réver à ses partisans, même sans leur avoir dévoilé la procédure à suivre pour y parvenir, l'avènement de l'hégémonie géopolitique mondiale multipolaire, partagée et équilibrée qu'il revendique au nom de tous les opprimés de l'ordre mondial actuel.

Ce groupe est psychologiquement conduit, ragailardi et requinqué par le discours anti-hégémonie géopolitique américaine en particulier et occidentale en général de Vladimir Poutine qu'il prend pour parole d'Évangile. Il perçoit la Russie comme un pays à diplomatie accommodante, douce et coopérative par rapport à celle de l'Occident qu'elle juge offensive, hégémonique et écrasante. Il qualifie l'Occident d'hypocrite, d'injuste, d'ingrat et de méchant à l'égard de la RD-Congo. Il lui reproche particulièrement de laisser, depuis environ trois décennies, certaines de ses puissantes multinationales armer le Rwanda de Paul Kagame afin d'atta-



La guerre en Ukraine est diversement interprétée dans l'opinion publique congolaise

quer et d'envahir incessamment et impunément, pour des raisons mercantilistes, la RD-Congo qu'il exploite pourtant depuis 1885. Pire, pendant que l'Occident abandonne l'Est de la RD-Congo au Rwanda de Paul Kagame commandité par certaines de ses puissantes multinationales, il soutient massivement et puissamment, depuis le 24 février 2022, l'Ukraine de Volodymyr Zelensky contre la Russie de Vladimir Poutine.

Face à cette politique absurde de deux poids, deux mesures de l'Occident, ce groupe, viscéralement anti-américain en particulier et anti-occidental en général, prend clairement et nettement position en faveur de la Russie de Vladimir Poutine. Se fondant sur la supériorité supposée de la Russie dans le domaine du nucléaire militaire (elle aurait plus de têtes nucléaires que les Etats-Unis d'Amérique), il pousse l'Etat congolais à s'allier à cette dernière. Et ce, dans l'objectif de libérer l'Est du pays du joug rwandais et, par ricochet, occidental. Il croit foncièrement que la promotion et la défense des intérêts majeurs de la RD-Congo doivent nécessairement passer, aujourd'hui, par l'alliance avec la Russie de Vladimir Poutine. Car, contrairement à l'Occident, la Russie est, selon ce groupe, disposée à accompagner le pays de Félix-Antoine Tshisekedi dans ses efforts pour son développement intégral, intégré et durable.

PARTISANS DE L'OCCIDENT

Le deuxième camp de Congolais, qui intervient dans ce débat sur la guerre en Ukraine, condamne également, avec force, le comportement ambigu et hypocrite de l'Occident envers la RD-Congo quant à la guerre trentenaire dans sa partie Est. Cependant, il croit qu'il est fondamentalement logique, normal et juste que l'Occident assiste massivement et puissamment l'Ukraine dans la guerre injuste et injustifiée que la Russie de Vladimir Poutine, la deuxième puissance militaire mondiale, inflige à son

voisin infiniment plus petit et plus faible. Il qualifie l'instigateur de cette guerre, Vladimir Poutine, de fou, de criminel, d'assassin, de dictateur, etc. Il juge la Russie, deuxième puissance mondiale uniquement militaire, mais économiquement et technologiquement arriérée par rapport à l'Occident, incapable d'assister intégralement, sérieusement et profondément la RD-Congo dans son combat pour le développement. Car, la RD-Congo est confrontée, non seulement à la guerre dans sa partie Est, mais aussi et surtout à d'innombrables autres problèmes embrouillés dans tous les secteurs d'activités.

Or, le seul et l'unique bénéfice que la RD-Congo peut tirer de la coopération avec la Russie de Poutine, ce sont des armes, des munitions, des véhicules et des avions de guerre. Et ce, bien sûr, en échange avec des cargaisons et des cargaisons des minerais stratégiques de la RD-Congo. En dehors de ces instruments de guerre russes, la RD-Congo ne peut s'attendre à rien d'autre de plus. Pire, il n'y a aucune garantie que ces instruments de guerre russes feront gagner la RD-Congo contre le Rwanda et l'Occident.

Pour se convaincre de l'infime importance et de l'insignifiante qualité de la coopération avec la Russie, ce deuxième camp, dit pro-Occident, propose que l'on se mette à compter et à comparer, objectivement, ce que les Occidentaux et les Russes ont déjà réalisé en RD-Congo. Il jure qu'on ne trouverait, à travers le pays, aucune petite école, aucun petit hôpital, aucune petite route, aucune petite entreprise, etc., comme résultats de la coopération avec la Russie ! Or, malgré sa politique coloniale et néocoloniale, l'Occident, longtemps représenté par le royaume de Belgique, a montré le chemin du développement à la RD-Congo. Des exemples sont légion. En effet, dès son établissement ici en 1885, il s'est employé à créer ce grand Etat afri-

cain, appelé aujourd'hui République Démocratique du Congo, qui n'avait jamais existé avant lui et qui fait la fierté des autochtones.

A part la ville de Gbadolité fondée sous le régime Mobutu, l'Occident a progressivement créé, en 75 ans, toutes les villes et tous les autres centres urbains du pays. Par l'intermédiaire des Eglises Catholique et Protestante qu'il a autorisées à s'implanter ici, il a doté la RD-Congo de l'écrasante majorité de ses institutions d'enseignement et de santé de tous les niveaux. Malgré certains désinvestissements opérés au cours des années 1990, il est demeuré, pendant très longtemps, le premier investisseur étranger de la RD-Congo. En effet, l'écrasante majorité des entreprises de toutes les tailles et de tous les secteurs d'activités qui faisaient travailler les Congolais étaient occidentales. L'écrasante majorité des diverses infrastructures publiques (bâtiments, ponts et chaussées, rails, barges hydro-électriques, etc.), éparpillées à travers le pays, sont des apports indéniables de l'Occident. Enfin, si l'Occident n'était réellement que « *pourri, satanique et cupide et la Russie paradisiaque* », comme le prétendent Vladimir Poutine et ses fanatiques d'ici, comment expliquer que des RD-Congolais de toutes les tendances idéologiques, qui s'expatrient particulièrement pour des raisons socio-économiques, ne vont jamais en Russie, mais toujours dans les pays occidentaux : Belgique, Etats-Unis d'Amérique, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Suède, Norvège, Danemark, etc., par exemple ? Les RD-Congolais honnêtes, sérieux et responsables ne peuvent pas nier, argue ce groupe, ces nombreuses et différentes évidences à travers le pays. Par conséquent, ils ne peuvent renier l'Occident à cause de l'outrecuidance de certaines de ses multinationales liées à la guerre de l'Est et de son impérialisme qu'ils connaissent... (Suite à la page 8)

Faible rendement des bus Trans-Academia : les étudiants se plaignent, les gestionnaires relativisent

Sept mois après la mise en service des bus à disposition des étudiants des secteurs public et privé agréé de la ville de Kinshasa pour faciliter leur mobilité, quelle est la situation ? Des étudiants se plaignent du retard des bus dans les arrêts de bus, tandis que les gestionnaires jugent le bilan à mi-parcours positifs. Reportage.

Soucieuse de faciliter la mobilité des étudiants des universités et instituts supérieurs des secteurs public et privé agréé de la ville de Kinshasa, le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, avait procédé le vendredi 24 février 2023, à l'Institut supérieur de commerce (ISC) de Kinshasa, au lancement officiel de la société de transport Trans-Academia. Cette société, qui relève du ministère des Transports, est chargée de gérer les bus affectés au transport des étudiants.

A l'occasion, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avait souligné à l'attention des étudiants, l'importance de ces bus qui allaient, désormais, leur faciliter la mobilité, tant à l'allée dans leurs établissements respectifs qu'au retour à la maison.

Initiative louable qui avait été applaudie par les bénéficiaires, confrontés aux difficultés de transport. Tous, ou presque, avaient l'espoir que ces bus allaient, désormais, résoudre cet épineux problème, surtout que le transport était, pour eux, un parcours du combattant. Est-ce le cas, sept mois après la mise en service de ces bus ?

Ces bus souffrent, constate-t-on, d'une faible utilisation par un grand nombre d'étudiants. Preuve : ils sillonnent les grandes artères de la ville de Kinshasa presque vide, pendant que les étudiants ne sont pas en vacances. Gestionnaires et étudiants (abonnés) se sont expliqués.

LES ÉTUDIANTS DONNENT DE LA VOIX

Trouvé au quartier 1, dans la commune de N'Djili, attendant un bus, Josué Kasongo, étudiant en science commerciale et financière à l'Institut supérieur de commerce (ISC) de Kinshasa, se lamentait du fait qu'il était à l'arrêt de bus depuis une heure sans que le bus ne se pointe. «*J'ai un abonnement mensuel, je n'ai pas suffisamment d'argent pour prendre un bus commis au transport en commun afin d'arriver à temps à l'Institut. D'où je suis*



calvaire. Aucune justification n'est donnée par les gestionnaires des bus à ce sujet. Je les prie de nous avertir à temps au cas où les bus n'étaient pas disponibles pour que nous puissions prendre d'autres disposi-

tionne. Je les prie de nous avertir à temps au cas où les bus n'étaient pas disponibles pour que nous puissions prendre d'autres disposi-

tionne. Je les prie de nous avertir à temps au cas où les bus n'étaient pas disponibles pour que nous puissions prendre d'autres disposi-

sitionne. Je les prie de nous avertir à temps au cas où les bus n'étaient pas disponibles pour que nous puissions prendre d'autres disposi-



obligé d'attendre le bus en question», a-t-il déclaré.

Comme Josué Kasongo, Deborah Mananga, étudiante à l'Institut supérieur pédagogique (ISP) de la Gombe, s'est lamentée sur l'absence de bus. «*C'est en ce moment (l'avant-midi) que nous avons vraiment besoin de ce bus. C'est tous les jours que vivons un véritable*

obligé d'attendre le bus en question», a-t-elle déclaré.

Un étudiant finaliste du premier cycle à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC), habitant la commune de Masina, qui a requis l'anonymat, a, quant à lui, exprimé ses regrets du fait que malgré un abonnement de sept jours, qui lui

Souvent, a-t-il relevé, ces derniers arrivent à l'arrêt de bus une heure après l'heure convenue. «*A l'allure où vont les choses, je risque de ne plus utiliser ce bus*», promet-il.

Toujours à Masina, précisant au quartier 1, une étudiante qui avait l'air épuisée, a suggéré aux autorités du ministère des Transports de bien vouloir alléger les conditions d'accès et d'utilisation des bus Trans-Academia pour permettre à tous les étudiants, quelles que soient leurs conditions sociales, d'y accéder facilement.

Selon elle, cela va permettre de conscientiser d'autres étudiants qui traînent les pieds à utiliser ce mode de transport.

LE BILAN À MI-PARCOURS POSITIF

Réagissant aux plaintes des étudiants, le chargé de communication et marketing de la société Trans-Academia, Stanis Mukendi, a évoqué plu-

sieurs problèmes que la société a connus lors de son lancement, notamment celui de manque de bases de données dans toutes les universités et tous les instituts supérieurs, les embouteillages et le mauvais état des routes.

Selon lui, la base de données a pour rôle de répertorier tous étudiants afin de les enregistrer dans celle de la société Trans-Academia.

«*Hélas, aucune université et aucun institut supérieur ne possèdent cette base de données*», a-t-il déploré.

Il a ajouté que cela a obligé la société à descendre sur terrain pour enregistrer tous les étudiants. Saisissant cette opportunité, elle a fait la sensibilisation auprès des étudiants à l'importance d'utilisation de ces bus.

Malgré diverses difficultés rencontrées au début, le chargé de communication a affirmé que le bilan à mi-parcours de cette société est positif car, a-t-il soutenu, il y a eu des avancées significatives, la société ayant réalisé des prouesses en mettant plus de 16 lignes, avec 82 bus actuellement en circulation pour 50.000 abonnés.

Parlant des perspectives d'avenir de la société, il a révélé que celle-ci compte implémenter ses services dans toutes les provinces. Elle envisage d'accroître le charroi automobile et des lignes pour faciliter la mobilité des étudiants.

Existe-t-il un protocole d'accord entre la société Trans-Academia et le ministère des Transports ? «*Non*», a rétorqué le chargé de communication, ajoutant que les prix de l'abonnement ont été fixés par la Direction des opérations de la société.

Econews avec Benny Lutaladio



Guerre en Ukraine : les Congolais divisés en trois camps antagoniques

(Suite de la page 6)

pourtant mieux que l'impérialisme russe. Au contraire, soutient-il, la présente conjoncture est la mieux indiquée pour le gouvernement de rendre, par une diplomatie pro-active, plus dynamique et plus agissante, l'Occident plus conscient que jamais auparavant de ses responsabilités historiques sur le sort de la RD-Congo et de l'amener à changer positivement de comportement, d'attitudes et de pratiques à son égard.

Visiblement anti-russe, ce camp croit donc en la capacité du très riche Occident, généralement attaché à la démocratie, de se ressaisir, de s'amender et d'apporter encore à la RD-Congo l'assistance dont elle a grandement besoin pour son développement intégral, intégré et durable.

PARTISANS DE LA RDC

Le troisième et dernier camp de Congolais, qui prend part à ce débat, condamne et regrette amèrement, comme les deux premiers, le comportement hypocrite et ambiguï de l'Occident vis-à-vis de la RD-Congo durant les trois dernières décennies. Comme le deuxième groupe, il reconnaît et apprécie à leur juste valeur les réalisations de l'Occident en RD-Congo. Cependant, contrairement aux deux premiers camps, il tient à la promotion, à la défense et à la progression ininterrompue d'un développement essentiellement endogène en RD-Congo. Dans cet objectif, il est très sévère à l'égard de la Russie et de l'Occident et même de la Chine. Considérant l'ensemble de leurs œuvres passées et présentes à travers le monde, il ne fait confiance ni à l'Occident, ni à la Russie, ni même à la Chine quant à la consistance de leur contribution au développement de la RD-Congo. Car, l'Occident et la Russie sont, tous deux, de nature impériale et expansionniste. Ils sont, tous deux, de cyniques monstres froids toujours accrochés à la promotion, à la défense et à l'accroissement ininterrompu de leurs seuls intérêts au détriment de ceux des autres pays, surtout les plus faibles, qu'ils manipulent et exploitent inconsidérément.

Des preuves palpables ? L'Occident a colonisé tous les pays d'Afrique, y compris l'Éthiopie et le Libéria. Il a colonisé tous les pays d'Océanie, d'Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes et la majorité des pays d'Asie. Et ce, durant plusieurs siècles ou décennies. Partout, il s'est comporté et se comporte toujours en maître, même après l'accession de ses ex colonies à la souveraineté nationale et internationale. Il domine, exploite et ruine politiquement, économiquement, socialement et culturellement tous ces pays. Actuellement, l'écrasante majorité de ces pays, demeurés généralement pauvres et sous-développés, le boudent. Et ce, en partie, sous l'instigation des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et République Sud-Africaine) qui prônent

un nouvel ordre international fondé sur le partenariat et la multipolarité. Mais, l'écrasante majorité de ces pays n'abandonnent généralement pas, pour autant, cet Occident qui les assujettit ! Mais, depuis quelques mois, quelques pays d'Afrique occidentale francophone, en l'occurrence le Mali, le Burkina Faso et le Niger, tentent de s'éloigner et de se séparer de la République de France, leur ancienne puissance coloniale et néocoloniale.

La Russie, qu'elle soit tsariste ou soviétique, a aussi politiquement, économiquement, socialement et culturellement colonisé, dominé, exploité et ruiné tous les pays de l'Europe de l'Est, la quasi-totalité des pays de l'Europe centrale, tous les pays d'Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Afghanistan, etc.) et un pays d'Asie orientale (Mongolie extérieure). Et ce, pendant des siècles ou des décennies. A ce propos, Mme Salomé Zourabitchvili, présidente de la République de Géorgie voisine, témoigne sans ambages : « *La nature de la Russie est impériale. Il faut plus de deux siècles que les Russes attaquent et occupent tous les pays autour d'eux.* » Mais, au bout du compte, aucun de ces pays longtemps soumis à la Russie ou à l'URSS n'a pris de l'envol en matière de développement. Ils crouissent généralement dans la pauvreté, la misère et le sous-développement. Leur seule et unique véritable puissance coloniale et néocoloniale, la Russie tsariste d'abord et l'URSS ensuite, désillusionnée par ses propres contradictions internes, s'est finalement désintégrée et a cessé d'exister en décembre 1991. Certains pays voisins, autrefois souverains, indépendants et libres, que la Russie soviétique avait intégrés par la force au sein de l'URSS et transformés en ses républiques fédérées, sont redevenus, depuis décembre 1991 également, des Etats indépendants, souverains et libres. Les ex démocraties populaires, jadis pays satellites de l'URSS enfermés dans un camp retranché du monde, sont aussi redevenues des Etats indépendants, souverains et libres que jamais auparavant.

Dès l'écroulement et la disparition de l'URSS en 1991, et ces anciennes républiques fédérées soviétiques et ces ex. démocraties populaires se sont, dans leur écrasante majorité, désolidarisées de l'impériale, expansionniste et totalitaire Russie de Vladimir Poutine. D'où, la mort subite inévitable du Pacte de Varsovie et du Comecon qui les reliaient entre elles, sous l'égide de Moscou, sur les plans respectivement politico-militaire et économique. D'où, la plupart d'entre elles se sont rapprochées, ont déjà rejoint ou tendent à rejoindre l'Otan et l'Union Européenne. D'où, les guerres que la Russie de Poutine a suscitées et imposées à la Géorgie en 2008 et à l'Ukraine en 2014 et en 2022. D'où, enfin, les menaces qu'elle

fait peser sur la plupart de ses anciens vassaux affranchis qu'elle tiendrait à ramener sous son giron.

Sous le couvert de l'URSS, la Russie, la seule et l'unique puissance de ce conglomérat de pays qui se sont finalement avérés tout simplement juxtaposés, avait la main mise sur certains pays d'Afrique, tel que la Guinée Conakry de Sékou Touré ; sur quelques pays d'Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes, comme Cuba de Fidel Castro ; et sur d'autres pays d'Asie, aux côtés de la Chine de Mao, à l'instar du Vietnam de Hồ Chí Minh et du Cambodge des Kmers Rouges. Mais, aucun de ces divers pays n'est sorti du sous-développement. Au contraire, ils se sont davantage enfoncés dans la pauvreté et la misère.

Selon ce troisième et dernier camp, les grandes puissances mondiales, qu'elles soient de l'Occident ou de l'Orient, sont globalement des oiseaux du même plumage. Rejeter, dans ce contexte, l'Occident en vue d'embrasser précipitamment et aveuglément la Russie de Vladimir Poutine équivaudrait à déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul. Car, Saint Paul et Saint Pierre sont, tous deux, de la même nature chrétienne. Ils sont, tous deux, des ecclésiastiques adonnés à la propagation et à l'inculturation du christianisme à travers le monde. La Russie et l'Occident sont également, tous deux, de la même nature impériale et expansionniste. Ils sont, tous deux, de cyniques monstres froids toujours enclins à dominer et à exploiter littéralement les autres pays du monde, surtout les plus faibles. Ils ne promeuvent, ne défendent et ne développent sérieusement que leurs seuls intérêts au détriment de ceux des autres avec lesquels ils font semblant de traiter d'égal à égal.

A ce sujet, ce camp pro-congolais exhibe le cas du contrat du siècle que la RD-Congo avait signé, en avril 2008, avec un groupe d'entreprises chinoises dans le cadre de la joint-venture Sicominex qu'ils ont montée ensemble. Contrat par lequel les Chinois ont, selon l'Inspection Générale des Finances (IGF), roulé le gouvernement congolais sur tous les plans. En effet, pour réaliser le programme d'infrastructures dont le pays a grandement besoin pour son développement, ce gouvernement avait mis à la disposition de la Sicominex des gisements riches en minerais de cuivre, de cobalt et de lithium évalués à près de 93 milliards USD. Il a ajouté, à ces riches gisements miniers, les exonérations de tous droits de l'Etat estimés à près de 10 milliards USD. Les deux entreprises chinoises n'ont apporté aucun capital frais leur appartenant en propre. Elles ont seulement amené un endettement de 4,4 milliards USD emprunté d'Exim Bank China pour le fonctionnement de la Sicominex.

Incroyable, mais vrai ! Les deux entreprises chinoises ont gagné,

à elles seules, 17 milliards, soit les 1,2 milliards USD pour les banques chinoises et à peine 0,8 milliards USD en infrastructures depuis 2008 pour la RD-Congo !

Considérant toutes ces réalités concrètes, ce troisième et dernier groupe de Congolais conclut qu'il n'y a point, entre l'Occident et la Russie, le moindre mal. Car, ils sont tous habités par le même esprit dominant de mercantilisme. Ils sont tous des capitalistes sauvages, des exploiters insoucieux de leurs prétextes partenaires, des expansionnistes autoritaires et des impérialistes sans scrupules. La preuve la plus tangible de leur iniquité incomparable ? Aucun pays d'Afrique, aucun pays d'Asie, aucun pays d'Océanie, aucun pays d'Amérique latine, aucun pays des Antilles et des Caraïbes, etc., n'a émergé ou ne s'est développé selon le modèle occidental, grâce à l'Occident. Aucun pays d'Europe centrale, aucun pays d'Europe orientale, aucun pays d'Asie centrale, aucun pays d'Afrique, aucun pays des Amériques, etc., n'a émergé ou ne s'est développé, selon le modèle russe, grâce à la Russie. En effet, les quelques pays qui émergent empruntent leur propre voie.

Par rapport à cette guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale qui oppose, par l'Ukraine interposée, les bureaux les plus cruels des faibles entre eux, ce troisième et dernier camp, dit pro-RDC, est profondément convaincu que cette guerre n'est pas, dans le fond, la guerre des Congolais. Elle est plutôt la guerre de ces cyniques monstres froids toujours égocentriques, habitués à manipuler, à tromper, à diviser, à exploiter et à écraser les faibles. Ainsi, dans cette guerre-là, la place des RD-Congolais n'est ni derrière l'Occident mené par les Etats-Unis d'Amérique, la superpuissance mondiale, ni derrière la Russie, la deuxième puissance militaire mondiale, ni derrière la Chine, la deuxième puissance économique mondiale, mais bien plutôt aux côtés de leurs concitoyens qui se battent, ici même, pour la survie, l'émergence et le développement intégral, intégré et durable de leur propre pays.

TRILOGIE GAGNANTE

On l'aurait certainement réalisé : Face à la guerre en Ukraine sérieusement prise en mains par les puissances impérialistes et démocratiques occidentales contre la puissance impérialiste et totalitaire russe, un seul et unique point unit les RD-Congolais : Ils désapprouvent et condamnent, à l'unanimité, l'implication de certaines multinationales occidentales, aux côtés du Rwanda, dans la guerre mercantiliste sévissant dans l'Est de leur pays depuis vingt-cinq ans. Cependant, quant à l'idée de privilégier la coopération soit avec la Russie, soit avec l'Occident dans toutes les questions touchant à la guerre de l'Est et au développement intégral, intégré et durable de leur pays, ils sont

fondamentalement divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques difficilement réconciliables !

D'où, si les Rd-Congolais tiennent réellement à mettre fin à la guerre leur imposée par le Rwanda de Paul Kagame armé et soutenu par certaines multinationales occidentales, ils doivent, tout en combattant sans relâche cet ennemi impénitent jusqu'à son dernier retranchement, cesser de perdre du temps dans des querelles improductives. Ils doivent préalablement, dans un premier temps, identifier systématiquement toutes les fameuses multinationales occidentales impliquées dans la guerre de l'Est. Ils doivent impérativement chercher et obtenir, dans un deuxième temps, de négocier d'égal à égal, non pas avec le Rwanda du commissionnaire Paul Kagame et les chefs de ses divers groupes terroristes, mais bien plutôt directement avec leurs commanditaires et sponsors occidentaux, les fameuses multinationales friandes des minerais stratégiques rd-congolais et leurs gouvernements respectifs. Ils doivent trouver avec ceux-ci, dans un troisième et dernier temps, un modus vivendi rationnel, réaliste, opérationnel, juste et profitable à tous.

Si les Congolais veulent vraiment construire en profondeur leur pays, ils ne doivent compter ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Chinois seuls, ni sur les Russes seuls, mais bien plutôt et avant tout sur eux-mêmes. En cherchant et en trouvant, eux-mêmes, les voies et moyens les meilleurs de sortir de leur mauvaise situation devenue chronique. En empruntant leur propre voie, à l'instar de la Corée du Sud, du Brésil, de l'Inde et de la Chine, pour émerger. Ils ont, en effet, tous les atouts, sauf deux : le patriotisme et la volonté de développer, eux-mêmes d'abord et avant tout, leur pays.

En définitive, la solution aux multiples problèmes embrouillés de la RD-Congo ne se trouve ni dans la guerre contre le Rwanda et l'Occident, ni dans l'alliance soit avec la Russie de Vladimir Poutine seule, soit avec la Chine de Xi Jinping seule, soit avec l'Occident de Joe Biden seul, ni dans le repli sur soi-même, mais bien plutôt et avant tout dans cette trilogie gagnante : le patriotisme sincère, sérieux, engagé et appliqué de ses propres filles et fils, la volonté réelle et optimale de sa prise en charge effective, profonde et totale par ses propres citoyens et, enfin, la diplomatie et la coopération au développement stratégiquement responsables et rentables avec le reste du monde, dont les incontournables puissances impérialistes mondiales de tous bords. Et ce, dans le cadre du partenariat, au sens plein de ce terme, conduit par des leaders et hauts cadres politiques congolais véritablement imbus de la vertu politique.

MUSENE SANTINI BELASAYON (CP)

Le Niger gagne le premier round de son bras de fer envers la France : Sylvain Itté, le diplomate français, a quitté Niamey

Le diplomate français, natif de Bamako a quitté le Niger, en proie à une crise sans précédent, ce mercredi 27 septembre. Une exigence des militaires au pouvoir à laquelle Paris a fini par céder après plusieurs semaines de bras de fer.

ECONEWS

Sylvain Itté a plié bagage. L'ambassadeur français au Niger a quitté le pays ce mercredi 27 septembre, d'après des sources officielles auprès de l'AFP, confirmant une information publiée dans la matinée par RTL. Selon nos confrères, il devrait arriver à Paris dans la journée.

Dimanche soir, le président français Emmanuel Macron avait annoncé le retour à Paris de Sylvain Itté « dans les prochaines heures ». Le lendemain, le régime nigérien arrivé au pouvoir par un putsch le 26 juillet avait dit attendre « que cette déclaration soit suivie d'actes officiels émanant des autorités françaises compétentes ».

Les militaires exigeaient le départ du diplomate du pays depuis fin août. Ils lui avaient retiré son immunité et son visa diplomatiques, mais Paris refusait jusqu'ici de le rappeler. La France affirme depuis le coup d'État qu'elle ne reconnaît pas la légitimité des militaires au pouvoir et que son interlocuteur reste le président renversé Mohamed Bazoum.

Né à Bamako en 1959, Sylvain Itté était en poste depuis un an, quasiment jour pour jour, au Niger. Diplômé depuis 35 ans, il a été nommé ambassadeur en Uruguay en 2013,

puis été ambassadeur en Angola de 2016 à 2020.

LE TERRIBLE AVEU D'IMPUISANCE DE LA FRANCE

A l'issue d'un bras de fer de deux mois avec le régime militaire nigérien, Emmanuel Macron a finalement annoncé le retour à Paris de l'ambassadeur à Niamey et le retrait du Niger des troupes françaises d'ici à la fin de l'année. Un terrible aveu d'impuissance...

La France va finalement quitter le Niger avec armes (troupes françaises) et bagages (diplomates) après avoir fanfaronné ces deux derniers mois qu'il n'était pas question de céder aux putschistes. Le président français Emmanuel Macron a fini par annoncer dimanche soir lors d'un entretien télévisé le retour à Paris de l'ambassadeur à Niamey et le retrait du Niger des troupes françaises « d'ici la fin de l'année » en concertation avec les putschistes parce que « nous voulons que cela se passe dans le calme ». Soit environ 1.500 soldats français dans ce pays sahélien affectés à la lutte antiterroriste. Le départ de Sylvain Itté et le retrait des troupes françaises étaient deux demandes du général Abdourahmane Tiani, nouvel homme fort du Niger. Elles avaient été formulées en août par la junte.

« Dans les prochaines heures notre ambassadeur avec plusieurs diplomates rentreront en France », a précisé le Chef de l'État. La France met également fin à sa coopération militaire avec « les autorités de fait du Niger car elles ne veulent plus lutter contre le terrorisme ». Cette décision d'Emmanuel Macron met donc fin à la présence des militaires français au Niger « dans les semaines et les mois qui viennent » après leur départ du Mali et du Burkina Faso, où des putschs militaires ont renversé les présidents élus. « Nous ne sommes pas là pour participer à la vie politique pour être en quelque sorte les otages des putschistes », a expliqué Emmanuel Macron, qui s'est entretenu dimanche au téléphone avec le président du Niger « légitime » Mohamed Bazoum, otage de la junte au pouvoir depuis le coup d'État du 26 juillet avec sa famille.

UN MESSAGE DE FERMETÉ QUI FAIT PSCHITT ?

Mais où est le message de fermeté d'Emmanuel Macron asséné fin août à la conférence des ambassadrices et des ambassadeurs ? Cette fermeté de la France devait fin août reposer sur « le courage du président Bazoum, sur l'engagement de nos diplomates, de notre ambassadeur sur le terrain, qui restent légitimes, malgré les pressions et malgré toutes les déclarations d'autorités grâce à l'engagement de nos forces de sécurité intérieure et de nos militaires », avait claironné le

Chef de l'État. Cette fermeté a fait long feu alors que le président nigérien, élu par son peuple depuis le 21 avril 2021, continue de se battre sur le plan juridique pour faire valoir le droit.

Cette décision de la France fera également peut-être tâche auprès de tous les pays partenaires de la France. « Dans quelle capitale africaine on peut dire qu'on a une politique de partenariat avec un dirigeant si quand il subit cela, on ne peut pas être en soutien ? », s'était alors interrogé fin août Emmanuel Macron, qui s'était permis de faire la leçon aux opinions publiques étrangères qui demandent à la France de quitter le Niger, « de Washington, en passant par d'autres capitales européennes ». C'est là le cœur du problème : soit la France signe des partenariats stratégiques avec des pays alliés et s'engage jusqu'au bout, soit elle ne le fait pas parce qu'elle se sait incapable de le respecter. Il en va clairement de la crédibilité de la France dans le cadre de ses partenariats stratégiques (Grèce, Brésil, Émirats Arabes Unis, Inde, Croatie...).

LA CEDEAO TIMORÉE

La France, coincée entre sa volonté d'agir et les critiques pour son paternalisme en Afrique (la fameuse Françafrique), comptait s'appuyer sur une intervention des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

« Nous soutenons l'action diplomatique de la Cedeao et militaire quand elle le décidera, dans une approche de partenariat », avait expliqué fin août Emmanuel Macron. Après le coup d'État au Niger, la Cedeao a brandi la menace d'une intervention militaire, dont elle avait annoncé la préparation, pour rétablir l'ordre constitutionnel, libérer le président renversé Mohamed Bazoum et le restaurer dans ses fonctions. Une date de cette intervention serait même prévue. « Nous devons continuer avec force de le soutenir (Mohamed Bazoum, nldr) et j'appelle tous les États de la région à avoir une politique responsable », avait plaidé Emmanuel Macron. En vain jusqu'ici...

« La faiblesse que d'aucuns ont d'ailleurs montré à l'égard des putschs précédents a nourri des vocations régionales », avait insisté fin août Emmanuel Macron. Il n'a pas été écouté en raison des divisions au sein de la Cedeao et des velléités de certains pays africains. D'autant que le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont signé mi-septembre un pacte de sécurité prévoyant que les trois pays se portent mutuellement secours en cas de rébellion ou d'agression extérieure. Aussi, pour l'heure, la Cedeao, qui a imposé de lourdes sanctions économiques à Niamey, semble privilégier l'action diplomatique. A moins que le retrait français soit une décision tactique dans la préparation d'une intervention militaire au Niger...

Après le FMI et la BM, l'Institut de la finance internationale confirme la tenue de sa réunion annuelle à Marrakech

L'Institut de la finance internationale (IFI) a confirmé la tenue de sa réunion annuelle à Marrakech du 12 au 14 octobre prochain, dans la foulée de la décision de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) de maintenir leurs assemblées annuelles au Maroc comme prévu.

« Nos pensées vont aux victimes et aux familles touchées par le tremblement de terre dévastateur au Maroc. Le FMI et la Banque mondiale ont annoncé qu'après avoir évalué la situation sur le terrain à Marrakech, ils procèdent à la tenue, comme prévu, de leur réunion annuelle. En conséquence, l'Institut de la Finance Internationale tiendra également l'assemblée annuelle de ses membres », a indiqué lundi dans un communiqué, l'association mondiale du secteur financier, basée à Washington.

Selon le PDG de l'IFI, Tim Adams, « le secteur financier mon-



La place Jemaa El Fna, à Marrakech, destination très prisée par les touristes marocains

dial est le moteur de la croissance et de la résilience économiques. Et cette année, notre mission prend une importance supplémentaire à la suite du tragique tremblement de terre au Maroc.»

Ce conclave sera l'occasion pour les membres de l'as-

sociation, environ 400 issus de plus de 60 pays, d'établir des relations d'affaires avec des pairs et des clients et d'écouter certains des leaders d'opinion les plus influents du secteur financier. « Les participants entendront des PDG et des présidents

de grandes institutions financières ainsi que des décideurs politiques et des experts influents aux niveaux mondial et régional », ajoute le communiqué.

La réunion annuelle de l'IFI proposera une série de panels sur des questions critiques ayant un impact sur les marchés et l'économie mondiale, dont l'agenda réglementaire mondial, le financement d'une transition juste dans les marchés émergents, l'inflation et la dette, le changement du paysage des risques pour le secteur financier mondial, les opportunités et défis des changements géopolitiques et économiques pour le Moyen-Orient et l'Afrique ou encore la transformation numérique et l'avenir de la finance.

Créé en 1983, l'IFI a pour mission d'accompagner l'industrie financière dans la gestion des risques, le développement des pratiques industrielles saines et le plaidoyer en faveur de politiques ré-

glementaires, financières et économiques qui répondent aux intérêts de ses membres et favorisent la stabilité financière mondiale et une croissance économique durable.

Cette association regroupe des banques commerciales et d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance, des bourses, des fonds souverains, des fonds spéculatifs, des banques centrales et des banques de développement.

Son conclave à Marrakech se tiendra en parallèle aux assemblées annuelles du FMI et de la BM qui vont rassembler les délégués des 190 pays membres de ces deux institutions internationales, dont les dirigeants du secteur public et du secteur privé, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile et des experts issus des milieux universitaires.

C'est la première fois en 50 ans que cet événement d'envergure se tient sur le continent africain.

Avec AFP

La fin du modèle allemand

Les principaux instituts de conjoncture allemands ont nettement abaissé jeudi leur prévision pour 2023, le Produit intérieur brut de la première économie européenne devant désormais baisser de 0,6%, davantage que prévu par d'autres organisations. L'ancienne locomotive de l'UE devrait être le seul grand pays industriel à connaître une récession cette année, selon le FMI, qui table lui sur un recul de 0,3%. Le modèle allemand est en perte de vitesse.

Avec la disparition de ses avantages structurels, l'Allemagne aura fort à faire pour gérer sa désindustrialisation d'ici la fin de la décennie.

Longtemps, l'Allemagne a été présentée comme un modèle dont devraient s'inspirer les pays « d'Europe du Sud ». Pour les donneurs de leçon de Francfort, les cigales méditerranéennes (dont la France fait partie) étaient coupables de ne pas imiter la fourmi germanique.

Il est vrai que notre voisin d'outre-Rhin peut se targuer, depuis la naissance de l'euro, d'avoir fait preuve d'un sérieux budgétaire qui nous a fait défaut. Nos dirigeants auraient pu s'abstenir de distribuer des subventions à tout-va et à voter, année après année, des budgets offrant aux contribuables des avantages somptuaires par rapport aux impôts payés.

MAIS AVAIENT-ILS VRAIMENT LE CHOIX ?

Les derniers mois battent en brèche la théorie selon laquelle tous les pays auraient pu imiter l'Allemagne pour renforcer durablement leur économie. La différence entre les cigales et les fourmis n'était finalement pas le choix entre le vice et la vertu, mais des positionnements différents ayant chacun leurs avantages à court terme – et leur prix à payer lors des retournements de cycle économique.

L'Allemagne avait déjà créé l'étonnement lors de la pandémie avec

un « quoiqu'il en coûte » encore plus généreux que le nôtre, atteignant les 8,3% du PIB contre 7,4% chez nous, selon le FMI. Berlin avait surpris les économistes en déversant encore plus vite que Paris – il fallait le faire ! – des tonneaux de monnaie fraîchement imprimée sur son économie.

Cette entorse à l'orthodoxie budgétaire n'a pourtant pas suffi, et le pays s'est une nouvelle fois enfoncé dans la crise l'an passé. Dans une tempête parfaite, la première économie d'Europe a été heurtée de plein fouet par sa dépendance à l'énergie russe et à la remise en cause de son modèle mercantile basé sur les exportations.

Alors que la France pouvait encore se féliciter d'une croissance de 2,6% en 2022, à l'instar de l'Espagne (5,5%) et de l'Italie (3,8%), l'Allemagne s'enfonçait déjà dans la récession. Elle n'est depuis jamais sortie du marasme économique, et le coup de grâce pourrait être porté par la Chine, qui voit dans l'affaiblissement de Berlin une opportunité unique d'offrir à ses usines qui tournent au ralenti un relais de croissance.

L'ALLEMAGNE EN PLEIN PURGATOIRE ÉCONOMIQUE

À l'issue des confinements, l'Allemagne s'est félicitée de sa stratégie de gestion de crise et de l'organisation de son économie.

De fait, son PIB avait rebondi de 2,6% entre 2020 et 2021 après une baisse limitée à 4,1% en 2020 (contre

une chute de 7,7% pour la France). Mais la victoire a été de courte durée.

Progressivement, les consommateurs européens ont reporté leurs achats de biens manufacturés pour des services. Prises en étau entre l'inflation et la pénurie énergétique, les entreprises occidentales ont ralenti leurs investissements et les exportations allemandes ont calé, accablant la thèse selon laquelle le dynamisme de l'économie allemande, très exportatrice, était dépendant de la santé de ses voisins.

En d'autres termes, la fourmi était en réalité dépendante des dépenses des cigales.

En interne, la situation n'est pas plus reluisante. Le renchérissement du prix de l'énergie a touché de plein fouet les industries allemandes. Matières premières, chimie : les activités énergivores, surreprésentées dans le PIB allemand par rapport aux économies voisines, ont calé.

INFLATION ET CONCURRENCE AU MENU POUR 2024

L'Allemagne fait désormais face à un défi structurel. Son modèle économique et social basé sur les exportations n'était pas uniquement axé sur l'excellence technique : il dépendait aussi de coûts de production acceptables.

C'est pour cette raison qu'Angela Merkel avait tant œuvré pour se rapprocher de la Russie. Avec un gaz quasi-gratuit et abondant, l'Allemagne pouvait se permettre de concurrencer les zones de production à bas coût asiatiques – tout en s'offrant la satisfaction de donner des leçons à ses voisins européens en matière de politique énergétique et d'écologie.

Chacun sait désormais que cette corne d'abondance est épuisée et ne

reviendra pas de sitôt. L'Allemagne doit aujourd'hui payer son énergie aussi chère que ses voisins européens. Elle doit composer avec une énergie plus coûteuse et moins disponible – et pour longtemps. Son premier avantage concurrentiel a volé en éclat.

Le deuxième coup de massue est l'envolée des salaires. Avec un taux chômage qui s'établit à seulement 3% des actifs, les salariés sont en position de force pour réclamer des hausses de rémunération. Et ils ne se privent pas d'utiliser leur pouvoir de négociation.

Au printemps, le pays est tombé dans la grève générale. Transport ferroviaire, aéroports, fret maritime, autoroutes, transports en commun citadins : le pays a été paralysé durant 24 heures. Ce coup de force a été suivi d'effet puisque la rémunération dans les services publics a augmenté de 11% en moyenne. Il en a été de même dans le secteur des services, avec des hausses de 12% dans l'hôtellerie-restauration, 10% dans les transports, et 11% dans l'événementiel. Même la métallurgie et les industries énergivores, pourtant en situation de faiblesse, ont dû céder aux revendications : la masse salariale y a augmenté de 8,5% sur un an. Enfin, le salaire minimal horaire a été porté à 12 €, soit 4% de plus qu'en France.

Avec ces hausses de salaires supérieures à l'inflation (qui est de 6,5% outre-Rhin), les effets de second tour sont presque inévitables. La compétitivité des produits allemands devrait encore s'éroder dans les prochains mois, ouvrant un boulevard à la concurrence chinoise.

QUE RESTE-T-IL À BERLIN ?

La menace d'un déclassement de l'industrie allemande au profit de

l'empire du Milieu n'est pas qu'hypothétique. La bascule a déjà débuté. Selon une étude de l'Institut allemand d'économie de Cologne, les pays européens importent de plus en plus de produits dits sophistiqués, dont l'exportation était le moteur de l'économie allemande.

Mais ces voitures, machines-outils et autres produits chimiques nous proviennent de plus en plus de Chine. La part de marché du pays dans les importations du Vieux Continent est passée de 8,9% 2015 à 13% en 2022 – soit une progression de 46% en sept ans, alors qu'elle était restée stable jusqu'au début des années 2010.

Signe que le centre de gravité de cette industrie de pointe se déplace inexorablement vers l'Est, les pays européens importent depuis 2020 plus d'équipements électriques de Chine que d'Allemagne. Et, sur la plupart de ces produits à forte valeur ajoutée, l'Allemagne a perdu autant de part de marché entre 2020 et 2022 qu'entre 2010 et 2020.

L'arrivée imminente des véhicules électriques asiatiques à forte valeur ajoutée sur le marché européen, ainsi que la volonté de la Chine de devenir le premier exportateur d'hydrogène au monde, ne vont pas arranger les choses.

Avec la disparition de ses avantages structurels, l'Allemagne aura fort à faire pour gérer sa désindustrialisation d'ici la fin de la décennie. L'avenir nous dira si le pays saura mettre en place une organisation sociale aussi rigoureuse que celle qu'elle préconisait pour les « pays du Sud » lorsqu'elle était en position de force... ou si la fourmi deviendra cigale à l'arrivée des premiers frimas économiques.

Avec Chronique Agora

Canada : croissance démographique inédite depuis 1957 grâce à l'afflux d'immigrants

Le Canada connaît l'une des croissances démographiques les plus dynamiques au monde. En contrepartie, Justin Trudeau, à l'origine d'une politique plus ouverte à l'égard des immigrants, doit affronter la grogne du secteur immobilier.

C'est du jamais vu depuis plus d'un demi-siècle. La population du Canada a connu son taux de croissance le plus élevé depuis 1957, grâce à l'augmentation du nombre de travailleurs temporaires, d'étudiants étrangers et d'immigrants.

La population du pays a ainsi augmenté de 2,9 % entre juin 2022 et juin 2023, soit l'un des taux de croissance les plus dynamiques au monde, portant le nombre d'habitants à 40,1 millions. Ce bond est spécifiquement dû à l'augmentation la plus importante du nombre de résidents temporaires depuis 1971.

JUSTIN TRUDEAU AUX MANETTES

Ces nouvelles données, publiées mercredi par l'agence



Le Canada a recensé environ 700.000 résidents non-permanents supplémentaires entre juin 2022 et juin 2023. (Shutterstock)

officielle Statistique Canada, reflètent le résultat d'un changement de politique du gouvernement du Premier ministre Justin Trudeau. Un nombre record de nouveaux arrivants ont été accueillis pour combler les besoins en main-d'œuvre et remplir universités et autres établissements de l'enseignement supérieur. Le nombre de résidents

non-permanents au Canada – qui comprend les personnes titulaires d'un permis de travail ou d'études ainsi que les réfugiés – s'élève aujourd'hui à 2,2 millions, soit plus de 5 % du total.

« Si le taux de croissance démographique observé l'année dernière restait constant à l'avenir, la population canadienne doublerait en vingt-cinq ans », in-

dique Statistique Canada. La stratégie d'immigration du gouvernement vise à soutenir l'activité économique dans un contexte de baisse du taux de natalité et d'une vague de départs à la retraite des travailleurs âgés. Le taux de fécondité a atteint un plus bas record l'année dernière, avec 1,33 enfant par femme, contre 1,44 en 2021.

FLAMBÉE DE L'IMMOBILIER

Mais la politique de Justin Trudeau ne plaît pas à tout le monde. Le Premier ministre fait face à de la résistance sur sa politique migratoire, en raison de la pression que cela génère sur l'offre de logements, entraînant hausse des loyers et des prix de l'immobilier. Statistique Canada a indiqué que le pays a recensé environ 700.000 résidents non-permanents supplémentaires en douze mois, portant leur nombre à 2,2 millions au 1^{er} juillet 2023, soit un bond de 46 % par rapport à l'année précédente. Ils sont désormais plus nombreux que le 1,8 million d'autochtones recensés en 2020.

Il faut remonter à 1957 pour noter un bond aussi significatif de la croissance démographique, d'après Statistique Canada, provoqué à la fois par le baby-boom d'après-guerre et la forte immigration de réfugiés générée par la révolution hongroise de 1956.

Avec Bloomberg

Le Maroc désigné pays hôte de la CAN 2025, un trio surprenant pour l'édition 2027

La Confédération africaine de football (CAF) a tranché : c'est le Maroc, grand favori depuis des mois, qui accueillera la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025. Pour l'édition de 2027, c'est le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie qui l'a emporté.

ECONEWS

Le Maroc sera le pays hôte de la CAN 2025. Le pays des Lions de l'Atlas organisera la compétition continentale en raison de nombreux désistements des autres pays candidats. Pour 2027, la CAF a choisi une candidature surprenante : le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda co-organiseront la compétition.

De janvier à février prochain, la Coupe d'Afrique des nations 2024 se tiendra en Côte d'Ivoire. Et on sait désormais où se dérouleront les deux éditions suivantes. C'est le Maroc qui en sera le pays hôte en 2025, pour la première fois depuis 1988. En 2027, la CAN se tiendra dans trois pays : le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Une première historique.

Pour organiser la CAN 2025, contrairement aux désignations habituelles, le Maroc n'a pas eu besoin de réel vote. Les autres candidats à l'organisation de cette CAN se sont tous retirés les uns après les autres. Tout d'abord, l'Algérie, initialement candidate à l'organisation des CAN 2025 et 2027, s'est retirée ce mardi à J-1 de la désignation du pays hôte. Ensuite, la candidature du duo Nigéria-Bénin a, elle aussi, été retirée dans la foulée du retrait de l'Algérie. Cette fois-ci, le Nigéria et le Bénin ont annoncé se concentrer sur l'édition 2027, sans succès.

DES RETRAITS POUR PRÉPARER UN DEUXIÈME MONDIAL EN AFRIQUE ?

Il restait donc le Maroc et la Zambie pour accueillir la CAN 2025. Les Chipolopolos, vainqueurs de la CAN en 2012 avec Hervé Renard, se sont retirés également il y a quelques heures sans pour autant en dévoiler les raisons.

Selon Patrice Motsepe, président de la Confédération africaine de football (CAF), ces retraits « *interviennent dans le but de permettre au Maroc d'être le seul candidat afin de renforcer son*



dossier de candidature pour la Coupe du monde 2030».

POURQUOI L'ALGÉRIE A RENONCÉ

Parmi les raisons avancées pour expliquer cette volte-face, beaucoup citent l'instabilité chronique à la tête de la Fédération algérienne de football (FAF), qui a vu Charaf-Eddine Amara (en 2022) et Djahid Zefizef (en 2023) démissionner après un an de mandat, Walid Sadi ayant été choisi pour le remplacer le 21 septembre dernier. Cela n'a évidemment pas aidé la Fédération algérienne de football (FAF) à défendre son dossier. L'instance ne pèse vraiment pas en Afrique, et la vacuité de son lobbying continental, qui

s'est limité à quelques coups de téléphone, sont autant d'éléments qui ont joué contre sa candidature face à son voisin marocain, bien plus influent et mieux organisé en coulisses. Selon le communiqué de la Fédération algérienne, cette décision est motivée « par la réorganisation et la redynamisation du football en Algérie ».

Les autres candidats pour 2025 semblaient présenter des dossiers peu convaincants. La Zambie n'a qu'un seul stade homologué (Ndola) et n'avait aucune chance d'être choisie.

Le Nigeria, associé au Bénin, a des enceintes modernes et fonctionnelles, mais le pays traverse une grave crise économique et sa situation sécuritaire reste très préoccupante.

Son voisin béninois, certes beaucoup plus stable et sûr, n'a qu'un seul stade aux normes, à Cotonou.

Pour l'édition 2027, les candidats présentaient des profils très variés. L'Égypte a la capacité d'organiser la compétition, mais elle l'a accueillie en 2019. Le Sénégal dispose certes d'un nouvel écrin à Diamniadio (50.000 places), près de Dakar, et d'un stade à Thiès (15.000 places), mais ses autres enceintes doivent être largement rénovées. Pourtant, sa candidature doit être prise au sérieux. Le Botswana, même s'il a annoncé la construction de trois stades et rénovation de deux autres, part de très loin.

Mais c'est finalement le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie, dont la cote était remontée ces dernières semaines, qui l'a emporté. Même s'il souffre d'un problème structurel et qu'organiser un tournoi dans trois pays différents est toujours compliqué – la Tanzanie étant la seule à disposer d'un stade homologué alors qu'il en faut au total six pour organiser le tournoi –, ce dossier a convaincu la CAF.

C'est la première fois que cette compétition est donnée à trois pays et c'est également la première fois que ces pays vont pouvoir organiser la Coupe d'Afrique des nations. Le Sénégal, le duo Nigéria-Bénin et le Botswana étaient candidats pour organiser l'événement en 2027.

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :
kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

REDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU

Tighana MASIALA
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Linafoot : Maniema Union douche les espoirs de DC Motema Pembe en Groupe B

L'AS Maniema Union de Kindu a damé le pion à DC Motema Pembe, par 2-0, mercredi au stade Tata Raphaël de Kinshasa, en match de la 5^{ème} journée du Groupe B, du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot), rapporte l'ACP.

Evoluant à domicile et à la faveur du toast, DC Motema Pembe a donné le coup d'envoi et a paru remuant en tout début de la partie. Mais la suite s'est avérée tout autre pour les Immaculés qui se sont bien effacés des projecteurs. Ils ont laissé le monopole des opérations au club visiteur de l'AS Maniema Union.

Devenus seuls maîtres sur le terrain, ce dernier a marqué deux buts avant la demi-heure de jeu. Pour l'ouverture du score, de son grand gabarit, Jephthé Kitambala (12^e) a placé un coup de tête, en conclusion

d'une balle aérienne, d'un corner venu de la droite.

Agé Basiala (21^e) lui a emboîté le pas pour doubler la mise. Il a juste profité d'une bourde du gardien du DC Motema Pembe, Arthur Mulenda.

Avec ces deux buts de retard à remonter, le club vert et blanc de la capitale est obligé de continuer la partie, sans son avant-centre, Akram Bongonga, blessé et remplacé par Joseph Ikamba. N'importe comment, les deux adversaires ont regagné les vestiaires, pour la pause, sur cette note.

Au retour des citrons, l'entraîneur du Daring a rappelé Junior Koné sur le banc au profit de Matukala Mavutuka (45^e). Sur le terrain, DCMP a présenté désormais, un visage plus offensif et s'est installé dans le camp unioniste. Ce qui lui a permis de réduire la marque grâce à Mydo Kingu (68^{ème}), à la suite d'une balle arrêtée de Mbali Sem.

Sentant, certainement le danger qui guettait son équipe, l'entraîneur a lancé Rodrigue Kitwa Kalowa et Obed Mbala Thitan, respectivement aux dépens de Jeancy Mboma Kinda (64^e) et d'Emeraude Mola Otinga (69^e).

Néanmoins, la pression du Daring est plus qu'ascendante, dans le but de refaire le retard d'un but à l'avantage de Maniema Union qui s'est recroquevillé à la défense pour sauver les meubles.

Entre temps, le chronomètre de l'arbitre a lancé cinq minutes additionnelles pour les deux équipes. A la première minute de cette série, Maniema Union est passé à deux doigts d'alourdir le score sur une balle de Rodrigue Kitwa.

PREMIÈRE DÉFAITE DU DCMP ET 4^E SUCCÈS DE MANIEMA

Pour sa carte de visite

de son 29^{ème} championnat de la LINAFOOT, les Immaculés de Kinshasa ont aligné trois succès d'affilée sur Les Aigles du Congo (1-0), Céleste FC (1-0) et Dauphin Noir (2-0, auxquels s'est ajouté le nul acquis face à l'OC Renaissance du Congo (1-1). Les vert et blanc ont capitalisé 11 points en cinq (5) sorties.

De son côté, Maniema Union a enchaîné sur sa 4^{ème} victoire de la saison en autant de sorties. Les Unionistes de Kindu en sont à leur troisième performance à Kinshasa, après celles obtenues devant Les Aigles du Congo (1-0), Céleste FC (0-3) et du forfait contre l'AC Rangers (0-3). Avec cette victoire, Maniema Union enregistre 12 points en quatre (4) sorties.

AVEC ACP

Miguel Kashal remet de l'ordre : plus de 500 entreprises sous-traitantes listées par la Commission paritaire ARSP – FEC

Sous le leadership de son directeur général (DG), Miguel Kashal Katemb, l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) continue avec le travail d'assainissement pour un meilleur accès des entreprises congolaises à la sous-traitance, dans les conditions fixées par la loi. Au terme d'un travail d'harmonisation entrepris dans le cadre de la Commission paritaire ARSP – FEC

(Fédération des entreprises du Congo), les deux parties ont dégagé une liste de plus de 500 entreprises sous-traitantes à soumettre aux entreprises principales basées sur le sol congolais. Une belle avancée saluée par le patron des patrons, Albert Yuma Mulimbi, président de la FEC.

ECONEWS

Dans un communiqué rendu public, le lundi 25 septembre 2023, le directeur général (DG) de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP), Miguel Kashal Katemb, informe la population congolaise, particulièrement les entrepreneurs locaux, de la recommandation de plus de 500 entreprises de sous-traitance dans les entreprises principales opérant sur le sol congolais. C'est ce qui ressort des résolutions issues de la Commission paritaire ARSP – FEC, mise en place en exécution du protocole d'accord signé le 18 mars 2023 qui fixait le cadre de collaboration entre les deux parties.



Miguel Kashal Katemb (à gauche), DG de l'ARSP, et Albert Yuma (à droite), président de la FEC

LES ENTREPRISES PRINCIPALES SONT PRÉVENUES

C'est fort de ces conclusions que l'ARSP «recommande aux entreprises principales d'inscrire dans leurs bases de données de sous-traitants les entreprises éligi-

bles suivant leur secteur d'activité aux fins de soumissionner aux appels d'offres avec pour objectif d'accéder aux marchés de sous-traitance». Et d'ajouter : «L'ARSP rappelle aux entre-

prises principales que l'exercice des activités des sous-traitance est réservé aux sociétés à capitaux majoritairement congolaises, soit 51% pour les Congolais et 49% pour les étrangers et

que tout contrat conclu en violation de la loi du 8 janvier 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé est nul de plein droit»

Le DG Miguel Kashal a

pris toutes les dispositions pour la stricte observance de cette décision qui devait aider les entrepreneurs locaux à trouver leur part dans le vaste marché de la sous-traitance.

A cet effet, le DG de l'ARSP a annoncé avoir mis en place, en collaboration avec la FEC, «des mécanismes rigoureux de suivi afin de s'assurer de la transparence dans la passation de marchés de sous-traitance, à dater de la diffusion du présent communiqué».

Pour que nul n'en ignore, l'ARSP annonce que «les entreprises principales concernées seront notifiées par courrier et tenu de finaliser toutes les procédures d'inscription dans leurs bases de données des entreprises de sous-traitance».

C'est dire qu'avec Miguel Kashal Katemb aux commandes de l'ARSP, un grand travail est en train d'être fait pour que les Congolais profitent de larges avantages de la sous-traitance, et ce, dans le strict respect de la loi.

